



# FEDERATION CGT SANTE ACTION SOCIALE

---

Nos ref : 45.19 MS/kc

*Madame Agnès BUZYN*  
*Ministre des Solidarités et de la Santé*  
MINISTERE DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE  
14 avenue Duquesne  
75350 PARIS 07 SP

LR AR n°1A 137 347 0510 3

Montreuil, le 9 mai 2019

Objet : Demande URGENTE d'entrevue

---

Madame la Ministre,

Depuis des mois, la multiplication de conflits dans les établissements de Santé et d'Action Sociale traduisent avec force des revendications portées par les salarié.e.s et leurs représentant.e.s, tant sur le manque d'effectifs que sur l'octroi de moyens financiers supplémentaires pour faire face à l'activité croissante. Tous nos secteurs d'activités sont touchés : la psychiatrie, les EHPAD et les autres structures d'accueil des personnes âgées, les services de maternité, les centres d'IVG, les centres d'accueil pour la protection de l'enfance, les urgences etc...

Des années de politiques d'austérité, exclusivement guidées par une vision comptable d'économies à court terme, ont fini par gravement détériorer notre système de santé.

Actuellement, les mouvements de grève importants et croissants qui se développent sur tout le territoire dans les services d'urgences, reflètent un profond malaise et dénoncent une politique de santé qui ne prend plus à bras le corps l'ensemble des problématiques rencontrées par les personnels médicaux et non médicaux.

Le manque de médecins et de professionnel.le.s qualifié.e.s, le manque d'attractivité de nos métiers à prédominance féminine toujours sous-rémunérés par rapport à d'autres secteurs à prédominance masculine et à qualification égale mieux rémunéré, le manque de lits et fermetures de services sont des réels problèmes qu'il faut d'urgence discuter.

Le manque de mesures afin d'améliorer les conditions de travail et l'articulation avec la vie familiale et sociale des salarié.e.s, le manque de reconnaissance de la pénibilité de nos métiers pour un départ anticipé tant mérité à la retraite, mais par-dessus tout le défaut d'écoute de cette profonde colère qui s'exprime depuis plusieurs mois, ne peuvent plus attendre.

La future loi Santé 2022 n'est pas la réponse qu'attendent les agent.es et la CGT, c'est d'une réelle concertation et de réelles négociations dont nous avons impérativement besoin.

**Fédération de la santé et de l'Action Sociale**

Case 538 • 93515 MONTREUIL Cedex • Tél. : 01 55 82 87 49 • Fax : 01 55 82 87 74

BOURSE NATIONALE DU TRAVAIL • 263, rue de Paris, MONTREUIL • Métro : Porte de Montreuil

Site internet : <http://www.sante.cgt.fr/> • e-mail : [sg@sante.cgt.fr](mailto:sg@sante.cgt.fr)



## FEDERATION CGT SANTE ACTION SOCIALE

---

Concernant les récentes déclarations du Président de la République portant sur un moratoire sur les fermetures d'hôpitaux, nous souhaiterions connaître précisément la liste des établissements concernés, car force est de constater que des restructurations, fusions et fermetures se poursuivent, avant comme après son discours.

Pourtant, le grand débat a fait émerger l'attachement sans faille de nos concitoyen.ne.s pour les services publics, son personnel et tout particulièrement pour les établissements de Santé et d'Action Sociale.

Concernant la nécessité de maintenir des services publics sur tout le territoire, nous réaffirmons que la future loi dite « de transformation de la Fonction Publique » rejetée par toutes les organisations syndicales, ne répond pas à l'exigence d'un service public de haut niveau et accessible par tous. Sur les 120 000 suppressions de postes initialement annoncées, nous attendons la confirmation de votre part qu'il n'y aura pas de suppression d'effectif dans la Fonction Publique Hospitalière et, au contraire, la création d'emplois qualifiés.

Dans ce contexte de climat social très tendu, nous vous demandons de porter une attention toute particulière sur la prolifération de mesures disciplinaires envers des représentant.e.s du personnel, parmi lesquels nombreux sont les militant.e.s CGT. Ces faits sont pour la CGT intolérables et entravent fortement la légitimité, les missions et le rôle des élu.e.s du personnel. Nous revendiquons une enquête nationale qui fasse état de la situation sur ce point.

La première organisation du champ réitère le fait que nous aurions besoin d'avoir des échanges fréquents sur toute l'actualité sociale, ainsi que sur les politiques menées à la hâte sans concertation digne de ce nom.

Ce n'est pas en faisant la une des médias avec des informations erronées, comme celles du 1<sup>er</sup> mai à la Pitié Salpêtrière que nous ferons avancer les nombreux sujets énumérés.

Madame la Ministre, face à tous ces enjeux majeurs, notre Fédération réclame urgemment une rencontre pour échanger avec vous des légitimes revendications des personnels et besoins de la population. Dans cette perspective nous souhaiterions avoir une audience avec vous afin d'évoquer l'ensemble des sujets évoqués.

En attendant une confirmation de votre part, veuillez agréer Madame la Ministre, l'expression de ma considération.

Mireille STIVALA  
Secrétaire Générale

**Fédération de la santé et de l'Action Sociale**

Case 538 • 93515 MONTREUIL Cedex • Tél. : 01 55 82 87 49 • Fax : 01 55 82 87 74

BOURSE NATIONALE DU TRAVAIL • 263, rue de Paris, MONTREUIL • Métro : Porte de Montreuil

Site internet : <http://www.sante.cgt.fr/> • e-mail : [sg@sante.cgt.fr](mailto:sg@sante.cgt.fr)